

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing: Trois mois... Six mois... Un an...

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: J. REBOUX

Le Nord de la France... Trois mois... Six mois... Un an...

ABONNÉS: 15 CENTIMES... RABAIRES: 25 CENTIMES... On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Van der Beek, imprimeur-libraire, Grande-Place; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Première Édition

ROUBAIX, 16 JUILLET 1870

Les négociations sont finies; l'heure de la guerre a sonné. Les déclarations faites au Corps législatif et au Sénat par M. le garde des sceaux et par M. le ministre des affaires étrangères, exposent avec une netteté et une sincérité trop grandes, les faits et gestes du roi de Prusse et de son gouvernement, pour qu'il soit besoin de revenir longuement sur les griefs qui nous imposent le devoir de rappeler l'Allemagne du Nord au respect de ses voisins et des lois les plus essentielles des sociétés civilisées.

Notre épée sortira légitimement du fourreau, et M. de Bismark n'aura rien à objecter, une fois la leçon reçue. Nul ne ignore: nous avons voulu la paix jusqu'au bout. Malgré les empiétements de la Prusse sur le Mein, malgré ses dénis de justice dans le Sleswig danois, nous avons circonscrit notre différend à la seule candidature du prince Léopold de Hohenzollern.

Le Constitutionnel, dans un numéro supplémentaire, publié à une heure de l'après-midi, avait devancé hier les communications que le gouvernement avait faites au Sénat et au Corps législatif; il publiait sous le titre de la Guerre l'article suivant: Le roi de Prusse a refusé de recevoir le représentant de la France, et lui a fait dire, par un simple adjudant de service qu'il refusait de l'entretenir; bien plus, il a eu soin de faire publier, le soir même, ce procédé insolent par la Gazette officielle de Berlin, et de charger M. de Bismark, de le porter à la connaissance du monde par une circulaire envoyée aux puissances étrangères.

le roi de Prusse les a brutalement réveillés. Il veut la guerre, soit. Nous l'acceptons, sûrs de notre droit, confiants dans la supériorité de nos armes. La Prusse nous insulte, passons le Rhin! Les soldats d'Iéna sont prêts.

Tu l'as voulu, Otto Bismark!

La France, à bout de patience et de désintéressement, tire l'épée pour la cause du droit et de la justice. Tu l'as voulu, Otto Bismark. Car c'est toi qui as provoqué, hier par une intrigue, aujourd'hui par une offense, la guerre écartée depuis quatre ans par notre générosité.

La guerre!... La guerre rapide, énergique, salutaire. Dépeche-toi d'envoyer des régiments sur le Rhin; nos soldats y seront dans quarante-huit heures. Hâte-toi de diriger tes vaisseaux vers la mer du Nord; notre escadre ne tardera pas à leur faire une chasse carabinée.

Ton armée est brave. Tant mieux! Nous n'en aurons que plus d'honneur à la vaincre. Tes marins sont résolus. Tant mieux! Notre mérite sera plus grand d'en triompher. Et nous leur disons, ainsi qu'à leurs frères allemands courbés sous ta main tyrannique:

La guerre, en nous satisfaisant, vous délivrera les uns de la féodalité, les autres de la servitude.

La Prusse libre. L'Allemagne libre. Chacun son droit, sa loi, sa force. Les iniquités du passé réparées, les solidarités de l'avenir assurées. La paix sortant de la guerre, ainsi que parfois la sérénité sort de l'orage: voilà ce que nous voulons. Par le fait, allemands patriotes, nous nous battons pour vous autant que pour nous. Réfléchissez, et vous reconnaîtrez que c'est la vérité?...

Jeudi soir, M. de Werther, ambassadeur de Prusse, s'est présenté chez M. de Gramont; et lorsqu'il fut introduit: « M. le duc, dit-il, je viens prendre congé de vous, je viens de recevoir un congé et je vais en profiter immédiatement. » M. de Gramont, plus que surpris d'une semblable déclaration, resta un moment interdit avant de pouvoir souhaiter un bon voyage à l'éminent diplomate.

Le roi de Prusse a refusé de recevoir le représentant de la France, et lui a fait dire, par un simple adjudant de service qu'il refusait de l'entretenir; bien plus, il a eu soin de faire publier, le soir même, ce procédé insolent par la Gazette officielle de Berlin, et de charger M. de Bismark, de le porter à la connaissance du monde par une circulaire envoyée aux puissances étrangères.

Depuis quelques jours, on assurait que l'amiral Rigault de Genouilly était dans l'intention de prendre le commandement en chef de l'armée navale active. Nous croyons savoir qu'en présence des événements actuels, le ministre de la marine est absolument résolu à mettre ce projet à exécution.

Jamais la France n'est trouvée en une si belle situation financière pour entreprendre une guerre.

Il suffit de remarquer en effet que le trésor a en disponibilité dans ses caisses plus de cent soixante millions en espèces, et la banque de France, dans ses caves, un milliard trois cents millions.

La Belgique prend ses mesures. La cavalerie est cantonnée dans les environs de Bruxelles. Un régiment du génie est divisé en détachements disséminés partout où il y a des communications à couper.

Le grand transport à deux batteries l'Entrepreneuse, garni jusque sur le pont de stables à chevaux, a appareillé pour Alger, lundi dernier, à 4 heures du soir.

Le transport de même type, le Dryade, complètement armé en moins de 48 heures, est sorti mardi matin pour essayer sa machine, et si comme il y a tout lieu de l'espérer, les expériences donnent des résultats satisfaisants, ce navire suivra l'Entrepreneuse à 24 heures de distance.

Une dépêche particulière arrivée hier au Corps législatif annonçait que l'armement de Rastadt était vivement poussé.

L'escadre danoise, forte de six navires cuirassés, se trouve en rade de Copenhague, prête à prendre la mer au premier signal.

M. le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, qui est appelé, dit-on, à un grand commandement maritime, vient de partir pour Cherbourg.

Huit canonnières viennent d'être dirigées sur Strasbourg.

L'activité redouble dans tous les ports. A Brest, à Cherbourg, à Toulon, on travaille une partie de la nuit dans tous les ateliers des arsenaux.

Le Times publie une dépêche de Berlin disant que, à la suite des nouvelles reçues d'Éms, une foule considérable et agitée s'est rassemblée hier devant le palais royal, criant: « au Rhin! au Rhin! »

L'escadre prussienne, revenue jeudi à Plymouth, est repartie ensuite, se dirigeant vers l'Est.

Le Temps publie la dépêche suivante: « Ems, 15 juillet. Les gouvernements de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, font féliciter le roi de Prusse, et lui donnent l'assurance d'un concours absolu. »

Le roi de Prusse a refusé de recevoir le représentant de la France, et lui a fait dire, par un simple adjudant de service qu'il refusait de l'entretenir; bien plus, il a eu soin de faire publier, le soir même, ce procédé insolent par la Gazette officielle de Berlin, et de charger M. de Bismark, de le porter à la connaissance du monde par une circulaire envoyée aux puissances étrangères.

On lit dans le Toulonnais: « On dit dans le Toulonnais: que les bâtiments qui la veille étaient désarmés et avaient tout leur matériel en maga-

sin, ont été armés, grés, arrimés et approvisionnés dans les 24 heures; on les voit aller en rade pendant qu'on les croyait encore relégués dans un coin de l'arsenal; on est arrivé au point d'armer un navire avec autant de facilité que s'il s'agissait de harnacher un cheval lorsqu'on somme le bote-selle.

Il ne manque plus que le personnel, mais comme il est toujours disponible et que l'administration a continuellement sous la main les quartiers-maîtres de l'inscription maritime, véritable et solide réserve de matelots d'élite que l'on peut embarquer du jour au lendemain, on attend le dernier moment pour en venir à cette extrême ressource, afin de ne pas apporter la perturbation d'une levée en masse dans les populations maritimes du littoral, sans cause sérieuse et reconnue d'une nécessité urgente.

Le grand transport à deux batteries l'Entrepreneuse, garni jusque sur le pont de stables à chevaux, a appareillé pour Alger, lundi dernier, à 4 heures du soir.

Le transport de même type, le Dryade, complètement armé en moins de 48 heures, est sorti mardi matin pour essayer sa machine, et si comme il y a tout lieu de l'espérer, les expériences donnent des résultats satisfaisants, ce navire suivra l'Entrepreneuse à 24 heures de distance.

Une dépêche particulière arrivée hier au Corps législatif annonçait que l'armement de Rastadt était vivement poussé.

L'escadre danoise, forte de six navires cuirassés, se trouve en rade de Copenhague, prête à prendre la mer au premier signal.

M. le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, qui est appelé, dit-on, à un grand commandement maritime, vient de partir pour Cherbourg.

Huit canonnières viennent d'être dirigées sur Strasbourg.

L'activité redouble dans tous les ports. A Brest, à Cherbourg, à Toulon, on travaille une partie de la nuit dans tous les ateliers des arsenaux.

Le Times publie une dépêche de Berlin disant que, à la suite des nouvelles reçues d'Éms, une foule considérable et agitée s'est rassemblée hier devant le palais royal, criant: « au Rhin! au Rhin! »

L'escadre prussienne, revenue jeudi à Plymouth, est repartie ensuite, se dirigeant vers l'Est.

Le Temps publie la dépêche suivante: « Ems, 15 juillet. Les gouvernements de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, font féliciter le roi de Prusse, et lui donnent l'assurance d'un concours absolu. »

Le roi de Prusse a refusé de recevoir le représentant de la France, et lui a fait dire, par un simple adjudant de service qu'il refusait de l'entretenir; bien plus, il a eu soin de faire publier, le soir même, ce procédé insolent par la Gazette officielle de Berlin, et de charger M. de Bismark, de le porter à la connaissance du monde par une circulaire envoyée aux puissances étrangères.

On lit dans le Toulonnais: « On dit dans le Toulonnais: que les bâtiments qui la veille étaient désarmés et avaient tout leur matériel en maga-

voit des mouvements de troupes aux abords des gares.

Le maréchal Randon est parti hier pour l'Algérie.

A la reprise de la séance, M. Olivier fait un nouveau discours auquel M. Thiers répond.

Peu d'affaires, la Bourse est apaisée.

LES GRÈVES

Une lettre particulière de Mulhouse nous met en garde contre les exagérations de narration auxquelles se livrent quelques journaux au sujet des grèves de l'Alsace. Le fait est que, ce matin, l'Industriel Alsacien, dont la réouverture n'est pas contestée, nous annonce un grand apaisement à Mulhouse, où le travail tend à reprendre et a déjà repris, en proportions considérables, dans beaucoup d'ateliers.

On a déchiré les affiches qui annonçaient la reprise du travail à Mulhouse. A Cernay, les ouvriers de Thann sont venus arrêter le travail.

A Soultz, où l'on avait accordé une augmentation de 6 0/0, les ouvriers ont tout d'un coup haussé leurs exigences de 25 0/0 et à la journée de dix heures. Les patrons ont refusé, et la grève a été complète.

Un commencement de troubles a eu lieu jeudi à Wesseling. Il a été réprimé par la troupe.

On ferme tout pour éviter le tumulte annoncé pour la sortie de midi. On annonce de Cernay l'arrivée de 3,000 grévistes.

A la dernière heure, l'Industriel est informé qu'un détachement du 6^e lanciers a quitté cette ville hier à midi, à la suite d'un ordre télégraphique, reçu à onze heures, il a pris la route de Colmar; mais on ignore quelle est sa destination.

On annonce de Cernay l'arrivée de 3,000 grévistes.

A la dernière heure, l'Industriel est informé qu'un détachement du 6^e lanciers a quitté cette ville hier à midi, à la suite d'un ordre télégraphique, reçu à onze heures, il a pris la route de Colmar; mais on ignore quelle est sa destination.

On annonce de Cernay l'arrivée de 3,000 grévistes.

A la dernière heure, l'Industriel est informé qu'un détachement du 6^e lanciers a quitté cette ville hier à midi, à la suite d'un ordre télégraphique, reçu à onze heures, il a pris la route de Colmar; mais on ignore quelle est sa destination.

On annonce de Cernay l'arrivée de 3,000 grévistes.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du Journal de Roubaix.

Vendredi, 15 juillet.

Je ne vous apprendrai rien de nouveau aujourd'hui en vous disant que la guerre est déclarée, car le télégraphe vous a déjà renseignés; mais ce qu'il faut dire c'est l'explosion du sentiment public qui a amené les membres de la gauche à se lever pour voter l'urgence en faveur des mesures militaires pour lesquelles le ministère demandait l'urgence.

A une heure un quart, le garde des sceaux monte à la tribune et lit un exposé des négociations. Vous le connaissez, il a été accueilli par les acclamations de la Chambre; la gauche seule reste immobile.

M. Thiers prend la parole: tout ce qu'il dit se réduit à ceci: « Vous n'avez pas choisi une occasion favorable; si j'avais été à votre place j'aurais agi autrement. » C'est là que l'on reconnaît l'homme qui a laissé soufflé la France en 1840; mais il prend soin d'affirmer que si la guerre est déclarée, il donnera tout son concours au gouvernement.

M. Gambetta insiste au nom de la dignité de la Chambre pour avoir communication des dépêches. M. Olivier lit les fragments de dépêches d'agents diplomatiques; il en résulte que: le roi de Prusse a refusé de recevoir notre ambassadeur et que le chancelier a porté ce refus à la connaissance de tous les cabinets; et le ministre ajoute que la France a fait tout ce qu'elle a pu pour éviter la guerre; mais qu'elle ne peut pas supporter un affront qui la placerait au dernier rang des puissances. Le ministre de la guerre propose alors deux projets de loi: l'un mobilisant la garde mobile, l'autre autorisant les engagements volontaires pour la durée de la guerre.

L'urgence est déclarée à l'unanimité pour ces projets ainsi que pour l'ouverture de crédits supplémentaires: l'un de 50 millions au ministère de la guerre, l'autre de 18 millions au ministère de la marine. M. Jules Favre monte à la tribune, mais aussitôt la séance est suspendue.

Paris est dans une extrême agitation: on chante la Marseillaise; partout on

OBSERVATIONS

PRÉSENTÉES PAR LE SYNDICAT DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE DE L'EST (VILLY-SUR-THEUX) SUR LES IMPÔTS DIRECTS NOTAMMENT SUR LES PATENTES

L'honorable M. Mony, l'un des membres de la commission d'enquête, invitait, dans la séance du 23 mars, l'industrie des textiles de l'Est, à faire connaître les réformes qu'elle croirait utile d'apporter dans la législation des impôts et des patentes.

D'autres problèmes, indiqués dans la même interpellation, ont été ou seront l'objet d'études spéciales publiées, soit par la Chambre de commerce de Mulhouse, soit par les Syndicats de l'industrie cotonnière. Nous nous occupons uniquement ici de la question des impôts; en tant qu'ils frappent l'industrie, surtout, par conséquent, des patentes industrielles.

Sur le terrain de la protection ou de la compensation, nous avons dit: Les tarifs ne sont pas assez élevés, ils doivent être généralement haussés; mais, dussent-ils rester, dans leur ensemble, au taux actuel, il faudrait encore qu'ils fussent révisés, car il existe entre leurs divers éléments des inégalités, des contradictions intolérables. Nous tenons, en matière d'impôts, un langage analogue, et nous disons: Les impôts qui frappent l'industrie cotonnière sont excessifs; mais dussent-ils continuer à peser de tout leur poids actuel sur l'industrie en général, ils devraient encore être modifiés dans leurs applications particulières, car leur répartition actuelle viole les règles de la justice distributive.